

Секция «Актуальные вопросы права Франции (на французском языке)»

«République présidentielle française: évolution juridique de l'équilibre du pouvoir entre le Président, le Gouvernement et le Parlement»

Научный руководитель – Шапенко Екатерина Николаевна

Такахо Фархад Эдуардович

Студент (бакалавр)

Московский государственный университет имени М.В.Ломоносова, Высшая школа
государственного аудита, Москва, Россия

E-mail: farhadtakaho1@gmail.com

La conception moderne des plus hautes autorités de la Cinquième République est basée sur l'interaction des trois principaux centres de pouvoir: le Président, le Gouvernement et le Parlement. Au moins les deux tiers du texte de la Constitution de 1958 sont consacrés à ces organes et à leurs interactions.

La Constitution de 1958, dès ses premières dispositions, ne laisse aucun doute sur le fait que le Président est le centre du système politique français. Il «assure par son arbitrage le fonctionnement normal des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'État», et il est garant de «l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire» (art. 5). La Constitution de la Cinquième République, élaborée par Charles de Gaulle, a jeté les bases d'un pouvoir présidentiel fort. Le président de la République est devenu une figure clé de la politique française. Cependant, le système n'est pas purement présidentiel, puisque le gouvernement est responsable devant l'Assemblée Nationale. Le premier ministre et le gouvernement nommés par le président sont responsables devant lui. Depuis l'entrée en vigueur de la loi suprême, la France a connu plusieurs périodes de changement de rapport de force entre ces trois acteurs institutionnels :

Gaullisme (1958-1969, 1969-1974): La période de domination de l'idéologie gaulliste a été caractérisée par un fort contrôle présidentiel sur l'exécutif. Le président, fort de sa popularité et de son soutien au Parlement, a efficacement dirigé le gouvernement en limitant l'influence du Parlement. C'était l'époque du "monopole présidentiel".

Cohabitation (1986-1988, 1993-1995, 1997-2002): Les situations où le président et le premier ministre appartiennent à des camps politiques différents démontrent les limites du pouvoir présidentiel. Au cours de cette période, l'importance du Parlement a considérablement augmenté, car le président a été contraint de rechercher des compromis avec le gouvernement de l'opposition. L'affiliation du parti du Président et de la majorité parlementaire n'a pas moins de rôle dans ce mécanisme. Par exemple, un Président dont le parti n'est pas en majorité au Parlement, c'est-à-dire un Président faible, est obligé d'éviter des conflits directs avec l'Assemblée Nationale, ce qui peut rendre difficile la décision de dissoudre la chambre basse.

En utilisant son soutien au Parlement, le Premier ministre acquiert un poids notable, comparable à celui du Président, mais ce dernier demeure un levier d'influence sur le Premier ministre de l'opposition. Parmi les obstacles les plus évidents, il y a la possibilité de retarder la signature des ordonnances et des décrets examinés par le Conseil des ministres. Étant donné que cet outil est important pour la mise en œuvre des initiatives politiques actuelles du Premier ministre ou des propositions de lois dont il est personnellement responsable, le Premier ministre peut être amené à demander le soutien du Président. En outre, le Président peut compliquer le travail du Premier ministre en utilisant ses pouvoirs de nomination et en plaçant dans les postes clés de l'administration centrale ou dans les régions des partisans politiques plus actifs qu'auparavant.

Les questions d'actualité en droit constitutionnel français sont les suivantes:

1. Rapport entre pouvoirs présidentiels et parlementaires: la question des limites des pouvoirs présidentiels reste d'actualité. Le débat porte sur la possibilité d'étendre les pouvoirs présidentiels en matière de sécurité nationale ou en période de crise, tout en maintenant le contrôle parlementaire.

2. Rôle du Conseil constitutionnel: les Sages jouent un rôle de plus en plus important dans la détermination de l'équilibre des pouvoirs en vérifiant la constitutionnalité des lois et décrets présidentiels. Les décisions du Conseil façonnent la doctrine juridique et influent sur la pratique politique.

3. Procédure législative et rôle du Parlement: bien que le Parlement participe officiellement au processus législatif, son rôle dépend de la conjoncture politique. La capacité du président à utiliser l'article 49.3 de la Constitution (adoption d'une loi sans vote) reste une source de tension entre l'exécutif et le législatif.

4. Responsabilité du Gouvernement: le Gouvernement est politiquement responsable devant le Parlement. Un vote de censure pourrait entraîner la démission du Gouvernement, ce qui constitue un mécanisme important de contrôle parlementaire.

5. Influence de l'Union européenne: l'Adhésion de la France à l'UE a entraîné une limitation de la souveraineté nationale. Une partie du pouvoir législatif a été transférée aux institutions européennes, ce qui a modifié l'équilibre des pouvoirs au niveau national.

Le système de séparation des pouvoirs en France est dynamique et s'adapte constamment aux réalités politiques. L'équilibre entre le Président, le Gouvernement et le Parlement n'est pas statique et dépend de nombreux facteurs, notamment la majorité politique, les activités du conseil constitutionnel et les influences extérieures telles que l'Union européenne. Les questions juridiques d'actualité sont liées à la recherche constante d'un équilibre optimal entre l'efficacité de la gouvernance et la protection des libertés démocratiques.

Источники и литература

- 1) Texte intégral de la Constitution du 4 octobre 1958 en vigueur[Электронный ресурс].URL:<https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/texte-integral-de-la-constitution-du-4-octobre-1958-en-vigueur> (дата обращения: 22.02.2024)
- 2) De Gaulle et les gaullistes à l'Élysée (1959-1969)[Электронный ресурс].URL:<https://books.openedition.org/pan/376> (дата обращения: 22.02.2024)
- 3) La cohabitation dans la vie politique française[Электронный ресурс].URL:<https://www.vie-publique.fr/dossier/37993-la-cohabitation-dans-la-vie-politique-francaise> (дата обращения: 25.02.2024)
- 4) Comment la Constitution organise-t-elle la cohabitation?[Электронный ресурс].URL:<https://www.conseil-constitutionnel.fr/la-constitution/comment-la-constitution-organise-t-elle-la-cohabitation> (дата обращения: 25.02.2024)
- 5) Fiche n°64 La mise en cause de la responsabilité du Gouvernement[Электронный ресурс].URL:<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/synthese/fonctionnement-assemblee-nationale/evaluation-politiques-publiques-contrrole-gouvernement/la-mise-en-cause-de-la-responsabilite-du-gouvernement> (дата обращения: 26.02.2024)
- 6) Droit de l'Union et souveraineté nationale, comment ça marche? [Электронный ресурс].URL:https://france.representation.ec.europa.eu/informations/droit-de-lunion-et-souverainete-nationale-comment-ca-marche-2024-05-12_fr (дата обращения: 26.02.2024)